

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°2024-187

PUBLIÉ LE 30 MAI 2024

# Sommaire

## **Centre hospitalier de Valenciennes /**

2024-02-21-00026 - Décision n° 8757 de délégation signature - pôle URAMU (8 pages) Page 3

## **Direction de l'administration pénitentiaire / Direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille**

2024-05-30-00005 - Arrêté portant délégation de signature (1 page) Page 11

2024-05-30-00004 - Arrêté portant délégation de signature relatif au vote au CPLLS (1 page) Page 12

## **Direction interdépartementale des routes Nord /**

2024-05-30-00002 - Arrêté n° T24 223N portant réglementation de la circulation sur l autoroute A22 dans le sens Lille vers Belgique.pdf (4 pages) Page 13

2024-05-29-00001 - Arrêté temporaire T24-216N portant réglementation de la circulation sur l'A23 dans les deux sens de circulation (4 pages) Page 17

## **Préfecture du Nord / Direction de la coordination des politiques interministérielles**

2024-05-28-00008 - Arrêté préfectoral portant modification de la composition de la sous formation "éolien" de la formation "sites et paysages" de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (4 pages) Page 21

## **Préfecture du Nord / Direction de la réglementation et de la citoyenneté**

2024-05-30-00001 - Arrêté domiciliaire d'entreprises EURATECHNOLOGIES 30-05-2024 (4 pages) Page 25

2024-05-30-00003 - Arrêté portant renouvellement d'agrément d'un centre de formation assurant la formation préparatoire à l'examen d'accès à la profession de conducteur de taxi, la formation continue des conducteurs de taxi et la formation à la mobilité géographique (4 pages) Page 29

## **Préfecture du Nord / Direction des sécurités**

2024-05-28-00009 - Arrêté autorisant la captation, l enregistrement et la transmission d images au moyen de caméras installées sur des aéronefs le jeudi 30 mai 2024 à LILLE SUD (secteur Moulins) (4 pages) Page 33

**DELEGATION DE SIGNATURE ET NOMINATION  
D'ORDONNATEUR SECONDAIRE  
N° 8757**

**Le directeur général du centre hospitalier de Valenciennes et de Fourmies,**

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L. 6143-7, L6146-1 et suivants, R.6143-38, R6145-1 et suivants, D6146-1 et suivants, D.6143-33 à D.6143-35,

Vu l'arrêté de Madame la directrice générale du centre national de gestion en date du 12 juillet 2023 nommant Monsieur Nicolas SALVI en qualité de directeur général du centre hospitalier de Valenciennes et du centre hospitalier de Fourmies à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023,

Vu la décision n° 8583 en date du 7 juillet 2023 renouvelant Monsieur le Docteur Nabil ELBEKI en qualité de chef de pôle 05 - Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et Unités sanitaires (URAMU) -,

Vu la décision n° 8594 en date du 7 juillet 2023 renouvelant Monsieur le Docteur Antoine MAISONNEUVE en qualité de vice- chef de pôle 05 - Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et Unités sanitaires (URAMU),

Vu le contrat de pôle 05 – Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et Unités sanitaires (URAMU) en date du 1<sup>er</sup> décembre 2022,

## DECIDE

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée à Monsieur le Docteur Nabil ELBEKI, en sa qualité de chef de pôle 05 - Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et Unités sanitaires (URAMU), à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous les actes, attestations, documents, décisions et correspondances concernant la gestion du pôle 05 - Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et Unités sanitaires (URAMU) énumérés en annexe I, II et III.

A ce titre, Monsieur le Docteur Nabil ELBEKI peut engager, réceptionner et liquider les dépenses afférentes au pôle 05 - Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et Unités sanitaires (URAMU), aux titres figurant en annexe III, dans la limite des crédits autorisés pour l'année et dans le respect des recommandations imposées par la certification des comptes.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Docteur Nabil ELBEKI, délégation de signature est donnée à :

- Monsieur le Docteur Antoine MAISONNEUVE, vice-chef de pôle, à l'effet de signer tous les actes, attestations, documents, décisions et correspondances concernant la gestion du pôle 05 - Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et Unités sanitaires (URAMU) énumérés en annexe I, II et III,
- Monsieur Hedi DHAOUADI, cadre administratif de pôle, à l'effet de signer tous les actes, attestations, documents, décisions et correspondances concernant la gestion du pôle 05 - Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et Unités sanitaires (URAMU) énumérés en annexe I et III,
- Madame Sandrine VAN OOST, cadre supérieur de santé de pôle, à l'effet de signer tous les actes, attestations, documents, décisions et correspondances concernant la gestion du pôle 05 - Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et Unités sanitaires (URAMU) énumérés aux chapitres 1, 2 et 3.1 de l'annexe I.
- Madame Martine MARCHEUX, adjoint des cadres au pôle 5 à l'effet de signer tous les actes, attestations, documents, décisions et correspondances concernant la gestion du pôle 5 - Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et Unités sanitaires (URAMU) énumérés en annexe I et III.

**Article 3 :** Tous les documents, décisions signés par délégation du directeur général comportent la signature du délégataire ainsi que la mention, en caractères lisibles, du prénom, du nom et de la qualité de celui-ci.

Les délégataires saisissent le directeur général pour toute affaire nécessitant un examen spécifique et le tiennent informé des actes signés dans le cadre de la présente délégation qui méritent une attention particulière, sachant que le directeur général peut, à tout moment, évoquer toute affaire relevant des champs délégués.

**Article 4 :** Le directeur général et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée aux personnes mentionnées ci-dessus, versée au registre et publiée au recueil des actes administratifs.

**Article 5 :** La présente décision fait l'objet, sans délai, d'une publication au recueil des actes administratifs, d'un affichage public dans les locaux de l'établissement ainsi que sur son site Internet.

# Centre Hospitalier de Valenciennes

---

**Article 6** : Cette délégation de signature peut être dénoncée à tout moment, sans préavis.

Fait à Valenciennes, le 21 février 2024

Le Directeur Général

Nicolas SALVI



# Centre Hospitalier de Valenciennes

Décision n° 8757

Délégation de signature

## Spécimen des signatures

Le chef de pôle 05  
Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et  
Unités sanitaires

Docteur Nabil ELBEKI

Le vice-chef de pôle 05  
Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et  
Unités sanitaires

Docteur Antoine MAISONNEUVE

Le cadre administratif du pôle 05  
Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et  
Unités sanitaires

Hédi DHAOUADI

Le cadre supérieur de santé du pôle 05  
Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente et  
Unités sanitaires

Sandrine VAN OOST

L'adjointe des cadres du pôle 05  
Urgences Réanimation Anesthésie Médecine polyvalente  
et Unités sanitaires

Martine MARCHEUX

## RESSOURCES HUMAINES

### Chapitre 1 - RECRUTEMENT

- 1.1 Validation des Profils de poste
- 1.2 Toutes correspondances relatives à la bourse à l'emploi

### Chapitre 2 – EVALUATION

- 2.1 Fiches d'évaluation du nouveau personnel
- 2.2 Proposition de notation

### Chapitre 3 - TEMPS DE TRAVAIL

- 3.1 Contrôle médical/Contrôle administratif
- 3.2 Gestion administrative du congé maternité et du congé paternité
- 3.3 Décisions de placement des agents en congé pour invalidité temporaire imputable au service.
- 3.4 Déclarations d'accident du travail pour les agents contractuels
- 3.5 Décisions de temps partiel
- 3.6 Courriers relatifs au compte épargne temps
- 3.7 Aménagement d'horaire spécifique
- 3.8 Courriers relatifs aux absences injustifiées

### Chapitre 4 – FORMATION - STAGE

- 4.1 Cahiers des clauses techniques des formations du pôle
- 4.2 Inscriptions aux organismes de formation continue
- 4.3 Demandes de devis
- 4.4 Courriers aux agents relatifs à l'octroi d'une prise en charge au titre de la formation
- 4.5 Ordres de mission ANFH
- 4.6 Autorisations d'absence
- 4.7 Courriers relatifs à la gestion des stages (accord, organisation, convocation à un entretien), hors stages rémunérés restant de la compétence de la DRH
- 4.8 Conventions de formation

### Chapitre 5 - DIVERS

- 5.1 Ordres de mission dans le cadre de déplacements professionnels
- 5.2 Attestations diverses (travail, salaire, frais réel, absentéisme, temps partiel, CAF, Transvilles, supplément familial,...)
- 5.3 Attestations relatives aux demandes de logement
- 5.4 Billets de réduction SNCF
- 5.5 Attestations Assedic



## **RESSOURCES MEDICALES ET RECHERCHE CLINIQUE**

### **Chapitre 1 - RECRUTEMENT**

- 1.1 Détermination et validation des Profils de poste
- 1.2 Signature des contrats de recrutement initiaux (avec le DIREM)
- 1.3 Les contrats d'engagement de service public exclusif
- 1.4 Les contrats d'activité libérale

### **Chapitre 2 – PERMANENCE DES SOINS**

- 2.1 Le tableau nominatif mensuel des services du pôle
- 2.2 Création suppression ou modification de ligne de garde en cas d'urgence

### **Chapitre 3 - TEMPS DE TRAVAIL**

- 3.1 Gestion administrative du congé maternité et du congé paternité ou d'adoption
- 3.2 Gestion de l'absentéisme : congés, autorisation d'absence spécifique, absence pour maladie ordinaire,
- 3.3 Décisions de temps partiel ou réduction d'activité
- 3.4 Les cumuls d'activité publique avec une activité accessoire
- 3.5 Courriers relatifs aux absences injustifiées

### **Chapitre 4 – CONVENTIONS**

- 4.1 Conventions de partenariat et d'activité d'intérêt général
- 4.2 Conventions de formation
- 4.3 Conventions de mise à disposition
- 4.4 Convention de partage de temps médical

### **Chapitre 5 - DIVERS**

- 5.1 Ordres de mission dans le cadre de déplacements professionnels
- 5.2 Attestations de fonction et de service
- 5.3 Attestions diverses

**TITRE 1**

**Budget de CDD délégué + une partie du budget de formation continue déléguée**

**TITRE 2**

Chapitre 602

602 1 Médicaments courants et molécules coûteuses

602 2 DMI courants et DMI coûteux

Chapitre 606

606 600 Fournitures Médicales

Chapitre 611

611 120 Imagerie Médicale

611 130 Laboratoires (Analyses extérieures )

611 150 Consultations spécialisées

611 170 Hospitalisations extérieures

611 180 Autres prestations de service

Chapitre 613

613 152 Location de matériel Médical

Chapitre 615

615 1510 Entretien matériel Médical

615 1511 Entretien de matériel de Radiologie

615 1620 Contrat de matériel médical

615 1621 Contrat Entretien Matériel Médical

**TITRE 3**

Chapitre 602

602 651 Fournitures informatiques stockées

602 6631 Vêtements de travail



# Centre Hospitalier de Valenciennes

---

## Chapitre 606 1 (si compteurs individualisés)

606 110 Eau  
606 120 Electricité  
606 121 Gaz  
606 130 Chauffage

## Chapitre 606 2

606 230 Petit matériel et outillage  
606 231 Petit matériel et outillage divers  
606 2400 Bibliothèque Médicale (pôle Santé publique seulement)  
606 2401 Bibliothèque des malades  
606 2402 Fournitures scolaires et éducatives  
606 2407 Loisirs Enfants hospitalisés  
606 2408 Loisirs divers  
606 2409 Activités Thérapeutiques  
606 252 Fournitures informatique et logistique  
606 250 Fournitures de bureau et imprimés

## Chapitre 613

613 220 Location immobilière  
613 253 Location matériel de transport  
613 2581 Autres locations

## Chapitre 615

615 22 Entretien et réparations biens immobiliers  
615 2520 Entretien et réparation matériel de transport  
615 2530 Entretien matériel de Bureau

## Chapitre 617

617 000 Etudes et Recherches

## Chapitre 618

618 100 Documentation Générale  
618 400 Concours divers cotisations  
618 500 Frais de colloques, séminaires, conférences

## Chapitre 622

622 600 Honoraires

# Centre Hospitalier de Valenciennes

---

## Chapitre 623

623 600 Brochures et dépliants  
623 700 Publications

## Chapitre 624

624 500 Transports d'usagers  
624 300 Transports de corps des établissements  
624 501 Transports des usagers (SMUR)  
624 502 Transports secondaires  
624 800 Transports divers

## Chapitre 625

625 700 Réceptions

## Chapitre 626

626 500 Téléphone

## Chapitre 628

628 410 Informatique Bio Médicale  
628 800 Autres prestations

## Chapitre 658

658 100 Frais de culte et d'inhumation  
658 700 Participation frais de stage

## TITRE 4

## Chapitre 681

681 1251 Amortissements matériel et outillage  
681 1252 Amortissements matériels biomédicaux  
681 126 Amortissements mobilier  
681 127 Amortissements matériel de transport  
681 1281 Amortissements matériel de bureau  
681 1282 Amortissements matériel informatique





**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Ministère de la Justice**

**Direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille**

**Centre Pénitentiaire de MAUBEUGE**

**À Maubeuge**

**Le 30/05/2024**

**Arrêté portant délégation de signature**

- Vu les articles R 361-1 à R 361-3 et R 363-1 à R 363-5 du code pénitentiaire ;
- Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 01/09/2020 nommant Monsieur Philippe LAMOTTE en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Maubeuge

**Le chef de l'établissement du Centre pénitentiaire de Maubeuge**

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à Mme MELON Virginie et Jacques BOELS Directeur des services pénitentiaires au centre pénitentiaire de Maubeuge à l'effet de signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues et définies aux articles R 361-1 à R 361-3 et R 363-1 à R 363-5 du code pénitentiaire

**Article 2** : Mme MELON Virginie et M. Jacques BOELS, Directeur des services pénitentiaires au centre pénitentiaire de Maubeuge assistent en tant que de besoin le chef de l'établissement du centre pénitentiaire de Maubeuge dans les attributions pour lesquelles il a reçu délégation de signature à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du chef de l'établissement du CP Maubeuge lui donnant délégation de signature.

**Article 3** : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département dans lequel l'établissement a son siège et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Fait à MAUBEUGE

Le 30/05/2024

Le chef d'établissement

Prénoms **LAMOTTE Philippe**

Signature

Chief d'établissement





**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Ministère de la Justice

Direction interrégionale des services pénitentiaires de LILLE

CP LILLE LOOS SEQUEDIN

À SEQUEDIN

Le 30/05/2024

DIS 372-2024

**Arrêté portant délégation de signature**

- Vu l'article R. 361- 3 du code pénitentiaire ;
- Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 22/02/2024 nommant Madame Aurélie LECLERCQ en qualité de chef d'établissement du Centre Pénitentiaire de Lille Loos Sequedin.

**Le chef de l'établissement du Centre Pénitentiaire de Lille Loos Sequedin**

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à M. Mathieu DANGOISSE, Directeur Adjoint au Centre Pénitentiaire de Lille Loos Sequedin, à l'effet de signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues et définies à l'article R. 361-3 du code pénitentiaire.

**Article 2** : M. Mathieu DANGOISSE, Directeur Adjoint au Centre Pénitentiaire de Lille Loos Sequedin, assiste en tant que de besoin le chef de l'établissement du Centre Pénitentiaire de Lille Loos Sequedin dans les attributions pour lesquelles il a reçu délégation de signature à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du chef de l'établissement du Centre Pénitentiaire de Lille Loos Sequedin lui donnant délégation de signature.

**Article 3** : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département dans lequel l'établissement a son siège et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Le chef d'établissement,

Aurélien LECLERCQ

Arrêté n° T24–223N prorogeant l'arrêté n°T24-143N du 12 avril 2024

Arrêté temporaire portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A22

Sens Lille vers Belgique

Neutralisation de voie

Protection suite à accident

Commune de Marcq en Baroeul

LE PRÉFET COORDONNATEUR DES ITINÉRAIRES ROUTIERS

LE PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS DE FRANCE

PRÉFET DU NORD

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 411-8, R 411-18, R 411-28, R 432-7,

**Vu** le Code Pénal,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le décret 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les Régions et Départements,

**Vu** le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité nord, préfet du Nord,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 mars 2024 portant délégation de signature de Monsieur le Préfet du Nord à Madame Nathalie DEGRYSE, Directrice Interdépartementale des Routes du Nord,

**Vu** l'arrêté S\_2024-03-N en date du 02 avril 2024, portant subdélégation de signature de Madame la Directrice Interdépartementale des Routes du Nord à ses collaborateurs,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes modifié par des arrêtés subséquents,

**Vu** l'arrêté permanent d'exploitation référencé P\_21\_12\_N\_permanent et daté du 25 juin 2021,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté du 06 novembre 1992 modifié par des arrêtés subséquents,

**Vu** la circulaire du 02 février 2024 de M Le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des territoires, chargé des transports, fixant le calendrier des jours « hors chantier » pour l'année 2024, et le mois de janvier 2025,

**Vu** la Note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national abrogeant la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier,

**Vu** la demande en date du 30 mai 2024 par laquelle Monsieur le Chef du District de Lille fait savoir qu'il est indispensable de réglementer la circulation sur l'autoroute A22 suite à un accident de la circulation survenu le samedi 16 septembre 2023,

**Considérant** qu'il s'agit d'un chantier « non courant » au sens de la circulaire n° 96.14 du 06 février 1996 abrogée par la note technique du 14 avril 2016,

**Considérant** qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter l'exécution des travaux et prévenir les accidents,

Sur la proposition de Mme. la Directrice Interdépartementale des Routes Nord,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Les dispositions reprises à l'arrêté T24-143N du 12 avril 2024 sont prorogées jusqu'au **vendredi 05 juillet 2024 à 18h00**, afin de permettre la sécurisation du secteur ayant été sujet à accident, de garantir la sécurité des usagers et du personnel intervenant.

Les horaires définis dans le présent article comprennent la pose et la dépose du balisage.

### **ARTICLE 2 :**

Les restrictions de circulation appliquées sur l'autoroute A22 consistent en :

#### **→ Sens Lille vers Belgique :**

- Neutralisation de la voie rapide du PR 13+600 au PR 14+200 par balisage fixe traditionnel

### **ARTICLE 3 :**

L'inter-distance entre ce chantier et d'autres chantiers « courants ou non courants » pourra être inférieure à la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 4 :**

La signalisation temporaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, notamment la 8e partie « signalisation temporaire » approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié et conforme aux recommandations du SETRA.

Le District de Lille de la DIR Nord est gestionnaire de la voie.

Les travaux, la pose, la maintenance et la dépose de l'ensemble des dispositifs de signalisation temporaire seront assurés par l'entreprise SOTRAVEER.

### **ARTICLE 5 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 6 :**

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord, et dont copie sera adressée à :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord, Sous-Préfet de Lille,  
M. le Directeur de Cabinet, sous-préfet de Lille,  
M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord,  
M. le Chef du Service Régional des Transports de la DREAL Hauts de France,  
M. le Chef de l'Arrondissement Gestion de la Route Ouest – DIR Nord,  
M. le Chef du District du Lille – DIR Nord,  
M. le Chef du CIGT de Lille – DIR Nord,  
M. le Chef du Centre d'Entretien et d'Intervention de Lille-Ouest – DIR Nord,  
M. le Chef du Centre d'Entretien et d'Intervention des 4 Cantons – DIR Nord,  
M. le Directeur zonal des CRS Nord de Lille,  
M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale du Nord,  
MM. les Présidents des Syndicats de Transporteurs,  
M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Nord,

M. le Directeur Départemental des Services de Secours et de Lutte contre l'Incendie du Nord,  
M. le Responsable du Service d'Aide Médicale d'Urgence du Nord,  
M. le Président de la Métropole Européenne de Lille,  
M. le Président du Conseil Départemental du Nord.

**Lille, le 30 mai 2024**

**Le Préfet,**

**Pour le Préfet et par délégation,**

**La directrice et par subdélégation,**

**Le Chef du District de Lille**

**Maxime MOUTON**

**Maxime**

**MOUTON**

**maxime.mouton**

**n**

Signature numérique

de Maxime MOUTON

maxime.mouton

Date : 2024.05.30

11:13:02 +02'00'



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction interdépartementale  
des routes Nord**

**Arrêté n° T24 – 216N**

**Arrêté temporaire portant réglementation de la circulation sur l'A23 dans les deux sens de circulation**

**Fermetures des bretelles n°4, 6 et 3, non simultanées, de l'échangeur n°2**

**Travaux de tirage de câble et pose de luminaires extérieurs dans l'échangeur d'Orchies**

**Commune d'Orchies**

**LE PRÉFET COORDONNATEUR DES ITINÉRAIRES ROUTIERS**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS DE FRANCE**

**PRÉFET DU NORD**

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre du mérite

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 411-8, R 411-18, R 411-28, R 432-7,

**Vu** le Code Pénal,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le décret 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les Régions et Départements,

**Vu** le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité, préfet du Nord,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 mars 2024, portant délégation de signature de Monsieur le Préfet du Nord à Madame Nathalie DEGRYSE, Directrice Interdépartementale des Routes Nord,

**Vu** l'arrêté S\_2024-3-N en date du 2 avril 2024, portant subdélégation de la Directrice Interdépartementale des Routes Nord à ses collaborateurs,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes modifiées par des arrêtés subséquents,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté du 06 novembre 1992 modifié par des arrêtés subséquents,

**Vu** la circulaire du 02 février 2024 de Monsieur Le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des territoires, chargé des transports, fixant le calendrier des jours « hors chantier » pour l'année 2024 et pour le mois de janvier 2025 sur le réseau national,

**Vu** la Note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national abrogeant la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier,

**Vu** le DESC indice D de Bouygues Énergies Services en date du 27 mai 2024,

**Vu** la demande en date du 13 mai 2024 par laquelle le District Amiens Valenciennes de la DIR Nord fait connaître qu'il est indispensable de réglementer la circulation sur l'A23, dans les deux sens de circulation, pour permettre **des travaux de tirage de câble et pose de luminaires extérieurs dans l'échangeur d'Orchies,**

**Considérant** qu'il s'agit d'un chantier « non courant » au sens de la circulaire n° 96.14 du 06 février 1996 abrogée par la note technique du 14 avril 2016,

**Considérant** qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter l'exécution des travaux et prévenir les accidents,

Sur la proposition de Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Des mesures de restriction de circulation seront appliquées sur l'autoroute **A23**, dans les deux sens de circulation, **le mardi 4 juin 2024, uniquement de jour, de 09h00 à 16h00**, afin de permettre la réalisation des travaux susmentionnés, de garantir la sécurité des usagers et du personnel intervenant.

Les horaires définis dans le présent article comprennent la pose et la dépose du balisage.

### **ARTICLE 2 :**

Les restrictions de circulation appliquées sur l'**A23**, consistent en :

#### **Dans le sens Valenciennes vers Lille :**

- La fermeture de la bretelle de sortie n°4 et n°6 de l'échangeur 2 :

*Pour pallier cette fermeture de bretelle, une déviation est mise en place et consiste à poursuivre sur l'A23 en direction de Lille, de sortir à l'échangeur n°1 en direction de Lesquin Zone d'Activités (secteur CEI 4 Cantons), de poursuivre sur la M655, de faire le tour complet du giratoire, pour prendre ensuite la bretelle d'insertion de l'échangeur n°1 de l'A23 en direction de Valenciennes, poursuivre sur l'A23, prendre ensuite la bretelle de sortie n°2a en direction de Douai / Somain ou 2b en direction d'Orchies , au giratoire prendre la direction Orchies pour retrouver l'itinéraire initial.*

#### **Dans le sens Lille vers Valenciennes :**

- La fermeture de la bretelle d'entrée n°3 de l'échangeur 2 :

*Pour pallier cette fermeture de bretelle, une déviation est mise en place et consiste à poursuivre sur le giratoire en direction d'Orchies, au giratoire suivant prendre la bretelle d'entrée de l'A23 en direction de*

*Lille, de sortir à l'échangeur n°1 en direction de Lesquin Zone d'Activités (secteur CEI 4 Cantons), de poursuivre sur la M655, de faire le tour complet du giratoire, pour prendre ensuite la bretelle d'insertion de l'échangeur n°1 de l'A23 en direction de Valenciennes pour retrouver l'itinéraire initial.*

### **Les fermetures de bretelles ne seront pas simultanées**

#### **ARTICLE 3 :**

L'inter-distance entre ce chantier et d'autres chantiers « courants ou non courants » pourra être inférieure à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 4 :**

La signalisation temporaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, notamment la 8<sup>e</sup> partie « signalisation temporaire » approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié et conforme aux recommandations du SETRA.

Le District d'Amiens Valenciennes de la DIR Nord est gestionnaire de la voie.

La pose, la maintenance et la dépose de l'ensemble des dispositifs de signalisation temporaire seront assurées par l'entreprise **Sotraveer**.

Les travaux seront réalisés par l'entreprise **Bouygues Énergies & Services Haut de France**.

#### **ARTICLE 5 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 6 :**

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord, et dont copie sera adressée à :

Mme. la Secrétaire Générale de la Préfecture du Nord,  
M. le Sous-Préfet de Valenciennes,  
M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord,  
M. le Chef du Service Régional des Transports de la DREAL Hauts de France,  
M. le Chef de l'Arrondissement de Gestion de la Route Ouest – DIR Nord,  
Mme la Cheffe du Service Ingénierie Routière Ouest – DIR Nord,  
Mme la Cheffe du District Amiens Valenciennes – DIR Nord,  
M. le Chef du CIGT de Lille – DIR Nord,  
M. le Chef du CEI de Valenciennes – DIR Nord,  
M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale du Nord,  
M. le Directeur Zonal des CRS Nord de Lille,  
MM. les Présidents des Syndicats de Transporteurs,  
M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Nord,  
M. le Directeur Départemental des Services de Secours et d'Incendie du Nord,  
M. le Responsable du Service d'Aide Médicale d'Urgence du Nord,  
M. le Président du Conseil Départemental du Nord,  
M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique Nord.

L'arrêté entre en vigueur dès sa publication

**Dourges,  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice et par subdélégation,  
L'Adjoint à la cheffe de district Amiens Valenciennes  
Yannick LAGIER**

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE

**Arrêté préfectoral portant modification de la composition de la sous-formation « éolien » de la formation « sites et paysages » de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article R.341-17 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.411-2 et R.133-1 à R.133-15 ;

Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant M. Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant M. Guillaume AFONSO, en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2006 portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2017 portant renouvellement de la commission départementale de la nature des paysages et des sites ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2017 portant modification de la composition de la sous-formation « éolien » de la commission départementale de la nature des paysages et des sites ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2022 portant renouvellement de la composition de la sous-formation « éolien » de la formation « sites et paysages » de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2023 portant modification de la composition de la commission de la sous-formation « éolien » de la formation « sites et paysages » de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à M. Guillaume AFONSO en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le courrier du 23 mai 2024 de Mme Bénédicte Leclerc de Hauteclouque Coste, présidente de la fédération Stop Eoliennes Hauts-de-France, renouvelant sa volonté de siéger au sein de cette instance au titre du 4<sup>e</sup> collège : « Personnes compétentes », et désignant M. Arnould d'Hautefeuille en tant que suppléant ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2022 portant renouvellement de la composition de la sous-formation « éolien » de la commission départementale de la nature des paysages et des sites ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord :

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

La sous-formation spécialisée « éolien » de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites se compose comme suit :

Président : M. le préfet ou son représentant

1<sup>er</sup> collège : Représentants des services de l'État, membres de droit.

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
- M. le directeur général de l'agence régionale de santé ;
- M. le directeur régional des affaires culturelles représenté par le chef de service en charge de l'architecture et du patrimoine ;
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant ;

2<sup>o</sup> collège : Représentants des collectivités territoriales et EPCI

Titulaires	Suppléants
M. Patrick VALOIS Conseil départemental du Nord	M. Frédéric BRICOUT Conseil départemental du Nord
Mme Mady DORCHY Conseil régional Hauts-de-France	En attente de désignation
M. Jean-François LEGRAND Métropole européenne de Lille	M. Christophe GRAS Métropole européenne de Lille
M. QUONIOU Henri Association des maires ruraux	M. MONPACH Pascal Association des maires ruraux

### 3° collège : Personnes qualifiées

Titulaires	Suppléants
M. Alain WARD Association Nord nature	
M. Gaëtan CAVITTE, Groupement ornithologique et naturaliste du Nord Pas-de-Calais	M. Théo TREELS Groupement ornithologique et naturaliste du Nord Pas-de-Calais
M. Thierry CORNIER Conservatoire botanique de Bailleul	M. William GELEZ Conservatoire botanique de Bailleul
M. Aurélien ZOIA Paysagiste	Mme VERCRAEMER Paysagiste
M. Stéphane BALLY Virage énergie	M. Paulo Serge LOPES Virage énergie

### 4° collège : Personnes compétentes

Titulaires	Suppléants
M. Pablo LHOAS École architecture de Lille	Mme Caroline BIGOT École architecture de Lille
Mme Anne BRAQUET Conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement	
Mme Corinne BURY, Parc naturel régional Avesnois	M. Jérôme PICOUL Parc naturel régional Avesnois
M. Paul FROISSART Vieilles maisons Françaises	M. Bruno CARPENTIER Vieilles maisons Françaises
Mme Caroline ACCART - France énergie éolienne	Mme Jarvica. ENGUENG – France énergie éolienne
Mme Bénédicte LECLERC DE HAUTECLOCQUE COSTE Fédération Stop Eolienne Hauts-de-France	M. Arnould D'HAUTEFEUILLE Fédération Stop Eolienne Hauts-de-France

Pour les dossiers éoliens au format "autorisation unique" (AU) pour lesquels la présence de représentants de la filière est prévue dans les CDNPS (art. 18 du décret 20146450 du 2 mai 2014) les représentants sont :

Titulaires	Suppléants
M Benjamin COMPAGNON Valeco	Giacomo LUNAZZI EDF

Pour les dossiers éoliens au format "autorisation environnementale" (AE) demandés d'autorisation déposés après le 1er mars 2017, où la présence d'un seul représentant de la filière est prévue dans les CDNPS (art. 341-20) du code de l'environnement, les représentants sont :

Titulaires	Suppléants
Giacomo LUNAZZI EDF	

Article 2 : En cas d'indisponibilité ou de non désignation d'un suppléant, les membres des formations qui siègent en raison des fonctions qu'ils occupent peuvent être suppléés par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent.

Article 3 : Il appartient à chaque titulaire empêché d'entrer en relation avec le suppléant pour solliciter sa présence à la réunion.

Article 4 : Lorsqu'il n'est pas suppléé ou si son suppléant est indisponible, le membre d'une formation peut donner un mandat à un autre membre. Nul ne peut détenir plus d'un mandat.

Article 5 : L'arrêté préfectoral portant modification de la composition de la sous-formation « éolien » de la formation « sites et paysages » du 18 septembre 2023 est abrogé.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier (5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex) ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Article 7 : La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres de la commission et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 28 MAI 2024

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint,

Guillaume AFONSO

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction de la réglementation  
et de la citoyenneté

Bureau de la réglementation générale  
et de la circulation routière

### **Arrêté préfectoral portant agrément de domiciliataire d'entreprises**

---

Le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord  
préfet de la région Hauts-de-France  
préfet du Nord  
chevalier de la Légion d'honneur  
chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de commerce et notamment les articles L.123-11-2 et suivants et R.123-166-1 et suivants ;
- Vu le code monétaire et financier et notamment ses articles L.561-37 et R.561-43 et suivants ;
- Vu l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
- Vu l'ordonnance n° 2016-1635 du 1<sup>er</sup> décembre 2016 renforçant le dispositif français de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- Vu le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 modifié par le décret n° 2012-928 du 31 juillet 2012 – art.18 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumis à l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ;
- Vu le décret n° 2018-284 du 18 avril 2018 renforçant le dispositif français de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;
- Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 2022 affectant madame Caroline TOURTEAU, attachée principale d'administration de l'État, en qualité de directrice adjointe à la direction de la réglementation et de la citoyenneté ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 2024 portant désignation et délégation de signature par suppléance à madame Caroline TOURTEAU, directrice adjointe de la réglementation et de la citoyenneté de la préfecture du Nord ;
- Vu la demande présentée par monsieur Michel COLIN, en vue d'obtenir l'agrément de la société

« EURATECHNOLOGIES » sise 165 avenue de Bretagne à LILLE (59000), en qualité de domiciliataire d'entreprises immatriculées au registre du commerce et des sociétés pour ses établissements dénommés « Immeuble AgTech du Pôle ECLAT », « Immeuble Creatis », « Immeuble Fontenoy », « Immeuble Wenov » ;

Considérant que la société « EURATECHNOLOGIES » répond aux conditions requises pour prétendre à cet agrément ;

Considérant les obligations incombant aux domiciliataires d'entreprises dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dont les principales sont :

- mettre en place un système d'évaluation et de gestion des risques,
- identifier et vérifier l'identité de leurs clients et de leurs bénéficiaires effectifs,
- assurer une vigilance constante et adaptée sur les relations d'affaires,
- procéder le cas échéant à une déclaration de soupçon auprès du service en charge du Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (TRACFIN) placé sous l'autorité du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,
- mettre en place un contrôle interne,
- former et informer les collaborateurs,
- conserver les documents concernant les clients/les bénéficiaires et les opérations effectuées par le client pendant 5 ans ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

### ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : La société « EURATECHNOLOGIES » est agréée sous le n° 59-2024-07 en qualité de domiciliataire d'entreprises immatriculées au registre du commerce et des sociétés.

Article 2 : L'activité de domiciliation d'entreprises est exercée aux adresses suivantes :

- 165 avenue de Bretagne à LILLE (59000),
- immeuble Wenov, sis 177 allée Clémentine Deman, avenue de Bretagne à LILLE (59000)
- immeuble AgTech du Pôle ECLAT sis rue Jean Bouche à WILLEMS (59780),
- immeuble Creatis, sis 6 avenue Archimède à SAINT QUENTIN (02100)
- immeuble Fontenoy, sis 87 rue de Fontenoy à ROUBAIX (59100)

Article 3 : Le présent agrément est valable :

- 6 ans pour l'immeuble Wenov, sis 177 allée Clémentine Deman, avenue de Bretagne à LILLE (59000)
- jusqu'au 31/12/24 pour l'immeuble situé 165 avenue de Bretagne à LILLE (59000)
- jusqu'au 31/12/24 pour l'immeuble AgTech du Pôle ECLAT sis rue Jean Bouche à WILLEMS (59780)
- jusqu'au 16/11/25 pour l'immeuble Fontenoy, sis 87 rue de Fontenoy à ROUBAIX (59100)
- jusqu'au 31/12/26 pour l'immeuble Creatis, sis 6 avenue Archimède à SAINT QUENTIN (02100)

Article 4 : Tout changement substantiel dans les modalités de fonctionnement de la société ou dans les conditions d'obtention du présent agrément doit être déclaré dans un délai de deux mois au préfet de son siège social.

Article 5 : Le présent agrément est susceptible dans un délai de deux mois à compter de sa notification de faire l'objet d'un recours :

- gracieux auprès de des services de la préfecture
- hiérarchique devant le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer
- contentieux devant le tribunal administratif de Lille (adresse postale : 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59 014 Lille Cedex)

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le **30 MAI 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
la directrice adjointe de la réglementation  
et de la citoyenneté

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and lines, positioned above the printed name.

Caroline TOURTEAU

NOT IN A B.

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction de la réglementation  
et de la citoyenneté

Bureau de la réglementation générale  
et de la circulation routière

**Arrêté portant renouvellement d'agrément d'un centre de formation assurant la formation préparatoire à l'examen d'accès à la profession de conducteur de taxi, la formation continue des conducteurs de taxi et la formation à la mobilité géographique**

---

Le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,  
Préfet de la région Hauts-de-France,  
Préfet du Nord,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la route,

Vu le code des transports et notamment son article R.3120-9,

Vu l'arrêté du 6 avril 2017 relatif aux programmes et à l'évaluation des épreuves des examens d'accès aux professions de conducteur de taxi et de conducteur de voiture de transport avec chauffeur,

Vu l'arrêté du 11 août 2017 relatif à l'agrément des centres de formation habilités à dispenser la formation initiale et continue des conducteurs de taxi et des conducteurs de voiture de transport avec chauffeur,

Vu l'arrêté du 11 août 2017 relatif à la formation continue des conducteurs de taxi et des conducteurs de voitures de transport avec chauffeur et à la mobilité des conducteurs de taxi,

Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 2022 affectant madame Caroline TOURTEAU, attachée principale d'administration de l'État, en qualité de directrice adjointe à la direction de la réglementation et de la citoyenneté ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant désignation et délégation de signature par suppléance à madame Caroline TOURTEAU, directrice adjointe de la réglementation et de la citoyenneté de la préfecture du Nord ;

Vu la demande transmise par la société MCM Academy dont le siège social est situé 10 rue de Penthièvre à PARIS (75008), représentée par son président M. El Bahi MOURANE, reçue le 6 novembre 2023 puis complétée le 20 décembre 2023 et le 4 avril 2024, en vue d'être agréée pour dispenser la formation initiale et continue des conducteurs de taxi,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> – La société MCM Academy est autorisée à exploiter un centre de formation dans des locaux situés 229 rue Solférino à LILLE (59000) pour assurer :

- la formation préparatoire à l'examen d'accès à la profession de conducteur de taxi,
- la formation continue des conducteurs de taxi,
- la formation à la mobilité géographique des conducteurs de taxi.

Article 2 – Le présent agrément n° T-59-2401 est accordé pour une durée de cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 – L'exploitant du centre de formation est tenu d'afficher dans ses locaux de manière visible à tous :

- le numéro de l'agrément,
- les conditions financières selon lesquelles est dispensée la formation, conformément à l'article L.113-3 du code de la consommation,
- le programme des formations proposées.

Le numéro de l'agrément doit figurer sur toute correspondance du centre de formation.

Article 4 – L'exploitant du centre de formation adresse à l'autorité préfectorale un rapport annuel sur l'activité de l'établissement mentionnant le nombre de personnes ayant suivi la formation et les résultats obtenus par les candidats lors des différentes sessions d'examen, le nombre et l'identité des conducteurs ayant suivi les stages de formation continue et le nombre et l'identité des candidats ayant suivi le stage de formation à la mobilité.

Article 5 – L'exploitant du centre de formation informe l'autorité préfectorale de tout changement apporté aux conditions d'exploitation du centre de formation prévues à l'article 2 de l'arrêté du 11 août 2017.

Article 6 – Le présent agrément peut être suspendu ou retiré par l'autorité préfectorale lorsqu'une des conditions auxquelles sa délivrance est subordonnée cesse d'être remplie.

La suspension ou le retrait de l'agrément sont décidés après que le gestionnaire du centre de formation, préalablement informé des griefs susceptibles d'être retenus contre lui, a été mis à même de présenter ses observations écrites et, le cas échéant, sur sa demande, des observations orales.

Il peut se faire assister par un conseil ou se faire représenter par le mandataire de son choix.

La décision de suspension ou de retrait de l'agrément est notifiée au représentant légal du centre de formation.

Article 7 – La présente décision est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'être contestée dans le cadre :

- d'un recours gracieux auprès de mes services ;
- d'un recours auprès de Monsieur le ministre délégué chargé des transports (adresse postale : Hôtel Le Play – 40, rue du Bac – 75007 Paris) ;
- d'un recours contentieux auprès du président du tribunal administratif de Lille (adresse postale : 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 Lille Cedex). Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 8 – La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise à Monsieur El Bahi MOURANE, président de la société MCM Academy.

Fait à Lille, le 30/05/2024

Pour le préfet et par délégation,  
la directrice adjointe de la réglementation  
et de la citoyenneté



Caroline TOURTEAU



**Arrêté autorisant la captation, l'enregistrement et la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs le jeudi 30 mai 2024 à LILLE SUD (secteur Moulins)**

Le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord  
préfet de la Région Hauts-de-France  
préfet du Nord  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 242-1 à L. 242-8 et R. 242-8 à R. 242-14 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024, régulièrement publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, par lequel le préfet du Nord a donné délégation de signature à Monsieur Christophe BORGUS, directeur du cabinet du préfet du Nord ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur et des outre-mer, en date du 19 avril 2023 relatif au nombre maximal de caméras installées sur des aéronefs pouvant être simultanément utilisées dans chaque département et collectivité d'outre-mer ;

Vu la demande en date du 24 mai 2024, formée par la direction interdépartementale de la police nationale, visant à obtenir l'autorisation de capter, d'enregistrer et de transmettre des images au moyen de deux caméras installées sur deux drones aux fins de prévenir des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que le 1° de l'article L. 242-5 du code de la sécurité intérieure permet aux forces de sécurité intérieure, dans le cadre de la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés, en raison de leurs caractéristiques ou des faits qui s'y sont déjà déroulés, à des risques d'agressions, de vols ou de trafics d'armes, d'êtres humains ou de stupéfiants, de procéder à la captation, à l'enregistrement et à la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs ;

Considérant la mise en place des opérations « place nette » sur l'ensemble du territoire national depuis le mois de septembre 2023 visant à lutter contre la délinquance dans certains quartiers particulièrement touchés par l'insécurité et les trafics de drogue ;

Considérant que dans le cadre de l'opération place nette, dans le département du Nord, 1282 individus ont été interpellés ; 885 030 d'avois criminels ont été saisis ; 113 kgs de drogue (cannabis, héroïne et cocaïne) et 69 armes ont été saisis ; 18 853 personnes et 11 924 véhicules ont été contrôlés ; 87 véhicules ont été saisis et 143 véhicules ont été mis en fourrière ; 183 commerces ont été contrôlés et 423 infractions ont été relevées ;

Considérant la nécessité de poursuivre et d'amplifier ces actions ciblées ;

Considérant que, dans le cadre de la lutte anti stupéfiants, les forces de l'ordre ont conduit de nombreuses opérations de police administrative visant à prévenir les troubles à l'ordre public résultant de l'existence de points de deal très actifs sur les secteurs de Lille Sud – secteur Moulins ; que lors de ces interventions, des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ont pu être constatées ;

Considérant que le risque pour la sécurité des personnes est consubstantiel au trafic de drogue, en ce qu'il suppose l'occupation du lieu de trafic en recourant à la pression, menace et violence sur les riverains ; qu'il génère des violences entre les individus ou les groupes qui s'y livrent pour s'assurer le caractère exclusif de cette occupation, violences qui peuvent impliquer, compte tenu des liens qu'ils entretiennent avec les réseaux criminels et mafieux, le recours à des armes ou des méthodes particulièrement dangereuses, exposant ainsi les riverains et les forces de l'ordre qui interviennent à des risques élevés d'atteinte à leur sécurité et à leur intégrité physique ; que des personnes toxicomanes peuvent elles-mêmes recourir à la violence contre les habitants dans le but de se fournir les moyens d'acquérir le produit stupéfiant qu'elles recherchent ; que des personnes sont souvent recrutées de gré ou de force par ces réseaux pour assurer la surveillance du quartier et entraver l'action des forces de sécurité, réduisant ainsi l'effectivité de leur action ; que compte tenu de la spécificité de cette activité criminelle et des troubles, à la fois graves et nombreux, qu'elle engendre et qu'il appartient à l'autorité de police de prévenir, seule une présence policière continue est de nature à décourager les velléités de ces réseaux à s'implanter et maintenir durablement leurs activités sur un périmètre et à rétablir l'ordre public ; qu'une telle présence exposerait cependant les agents à des risques importants pour leur sécurité ;

Considérant que, dans ce contexte et compte tenu de l'intérêt pour les forces de l'ordre de disposer d'une vision en grand angle au regard du caractère très mobile des individus se livrant à ce genre d'activité le recours aux dispositifs de captation installés sur des aéronefs est nécessaire et adapté ; qu'il n'existe pas de dispositif moins intrusif permettant de parvenir aux mêmes fins ;

Considérant que la demande porte sur l'engagement de deux caméras aéroportées ; que les lieux surveillés sont strictement limités aux secteurs Lille Sud – secteur Moulins, où sont susceptibles de se commettre les atteintes ; que l'usage des caméras aéroportées vise à prévenir ; que la durée de l'autorisation est également strictement limitée à la durée des risques de troubles à l'ordre public ; qu'au regard des circonstances susmentionnées, la demande n'apparaît pas disproportionnée ;

Considérant le recours à la captation, l'enregistrement et la transmission d'images fera l'objet d'une publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ; que ce moyen d'information est adapté ;

*Vu l'urgence ;*

*Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Nord;*

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** La captation, l'enregistrement et la transmission d'images par la direction interdépartementale de la police nationale, est autorisée au titre de la prévention des atteintes à la sécurité des personnes, le jeudi 30 mai 2024 à Lille Sud – secteur Moulins.

**Article 2** – Le nombre maximal de caméras pouvant procéder simultanément aux traitements mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> est fixé à deux.

**Article 3** – La présente autorisation est limitée au périmètre géographique figurant sur le plan joint en annexe.

**Article 4** – La présente autorisation est délivrée pour la durée de l'opération le jeudi 30 mai 2024 de 14h00 à 17h00.

**Article 5**– Le registre mentionné à l'article L. 242-4 du code de la sécurité intérieure est transmis au préfet du Nord.

**Article 6** – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et prendra effet dès sa publication. Il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 7** – Le directeur de cabinet et le directeur interdépartemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lille, le 28 MAI 2024

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur de cabinet



Christophe BORGUS

**VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté peut être contesté selon les voies de recours suivantes :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services ;
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Monsieur le ministre de l'intérieur, Direction des libertés publiques et des affaires juridiques, Bureau des polices administratives (adresse postale : Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08)
- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif de LILLE (adresse postale : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE CEDEX) ; le tribunal administratif peut être saisi via l'application Télérecours Citoyen accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ; Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration d'une durée de deux mois suivant la date de publication de la décision contestée ou la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique.

# Annexe à l'arrêté autorisant la captation, l'enregistrement et la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs le jeudi 30 mai 2024

**Matériels utilisés : Deux drones DJI MAVIC 3 T**

**Secteur Lille Moulines**

